

Jugement N°157/19/CJ/SII/TCC
du 08 août 2019

Rôle Général
BJ/TCC/2019/0488

Société ECOBANK BENIN SA
(Me Olga ANASSIDE & Nicolin ASSOGBA)

C/

Société LA CAMA SA

OBJET

Païement

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI
Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO
Ministère Public : Mario Elonm METONOU
Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débats le 25 juillet 2019 ;

Jugement réputé contradictoire prononcé à l'audience
publique du 08 août 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société ECOBANK BENIN SA, Société Anonyme de droit béninois avec conseil d'administration au capital de FCFA 10.000.000.000, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Cotonou, sous le n°RB/COT/08 B 2889 et inscrite sur la liste des banques et Etablissements financiers du Bénin sous le numéro B 0062 G, dont le siège social est sis à Cotonou, Ganhi, rue du Gouverneur Bayol, 01 BP 1280 Cotonou, Tél : 21 31 30 69 ; Fax : 21 31 33 85 ; courriel : ecobankbj@ecobank.com, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général en exercice, Lazare Komi NOULEKOU, demeurant et domicilié à qualité audit siège ;

*Assistée de Maîtres Olga ANASSIDE et Nicolin ASSOGBA,
Avocats au Barreau du Bénin ;*

DEFENDERESSE :

Société « LA CAMA SA » Société Anonyme, au capital social de 50.000.000FCFA, inscrite au registre du commerce et du crédit mobilier de Cotonou sous le numéro RB/COT/07 B 2209, dont le siège social est à Cotonou, 03 BP 1622, Tél : 21 31 43 79 / 21 31 43 83 / 97 12 63 61, représentée par son Directeur Général, Pierre Pascal ALECHOU, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

Non comparante ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où la Société ECOBANK BENIN SA en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 31 mai 2019 la société ECOBANK BENIN SA a attiré par devant le tribunal de commerce de Cotonou statuant en matière commerciale, la société CAMA SA pour obtenir :

- sa condamnation au paiement de la somme de quatre cent quarante deux millions cent cinquante et un mille quatre vingt six (442.151.086) francs CFA ;
- l'exécution provisoire sur la minute de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, la société ECOBANK SA expose que la société CAMA SA a sollicité et obtenu d'elle, la mise en place d'une ligne d'avance sous forme de compte courant d'un montant de francs CFA six cent millions (600.000.000) matérialisée par un acte sous seing privé du 18 février 2016 ;

Qu'elle a procédé à la clôture juridique du compte courant après avoir invité à plusieurs reprises en vain, la

Société CAMA SA dans ses bureaux pour l'arrêté contradictoire ;

Qu'elle a tenté de signifier cet arrêté à celle-ci sans y parvenir ;

La Société LA CAMA SA, assignée à mairie, n'a pas comparu ;

1- SUR LE PAIEMENT SOLLICITE

Attendu que le solde dégagé par une clôture régulière d'un compte courant constitue une créance certaine, liquide et exigible ;

Que la clôture d'un compte courant est régulière dès qu'elle est intervenue dans le respect du contradictoire ;

Attendu qu'une telle créance peut donner lieu à condamnation au paiement ;

Attendu qu'il résulte des éléments du dossier que la Société ECOBANK SA et la Société LA CAMA SA sont liées par une convention de compte courant et de crédit du 18 février 2016 en vertu de laquelle celle-ci a obtenu une ligne d'avance de six cent millions (600.000.000) francs CFA ;

Que suivant signification de correspondance comportant invitation à la clôture juridique de compte du 29 novembre 2018, la Société ECOBANK BENIN SA a invité la Société LA CAMA SA à l'arrêté contradictoire du compte courant les liant pour le mardi 11 décembre 2018 ;

Que celle-ci n'ayant pas répondu à l'invitation, la Société ECOBANK BENIN SA a procédé à la clôture du compte courant les liant et a par acte du 16 janvier 2019 signifié ladite clôture à la Société LA CAMA SA avec indication du solde de quatre cent quarante millions cent cinquante et un mille quatre vingt six (442.151.086) francs CFA sous réserve des intérêts à venir, des frais de recouvrement et de procédure ;

Attendu qu'une clôture de compte courant intervenue dans ces conditions est respectueuse du principe du contradictoire et justifie la demande de condamnation formulée ;

Qu'il y a lieu d'y faire droit ;

2- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'en cas d'urgence ou de péril ;

Attendu que la Société ECOBANK BENIN SA n'a pas motivé l'exécution provisoire sollicitée ;

Qu'en l'état, cette demande mérite rejet ;

PAR CE MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Condamne la société LA CAMA SA à payer à la société ECOBANK BENIN SA la somme de Francs CFA quatre cent quarante-deux millions cent cinquante et un mille quatre-vingt-six (442.151.086) ;
- Rejette la demande d'exécution provisoire formulée par la Société ECOBANK BENIN SA ;
- Condamne la société LA CAMA SA aux dépens ;

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT